

DECLARATION DE BAMAKO, février 2007
Semences paysannes, fondement de la souveraineté alimentaire en Afrique

Nous, paysans, éleveurs nomades et représentants de la société civile et des mouvements sociaux et environnementaux de 17 pays, principalement de l'Afrique de l'Ouest avec des représentants d'Afrique du Nord, d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Europe, nous sommes réunis à Bamako du 17 au 21 février 2007 et nous avons longuement discuté et échangé sur:

- la privatisation des semences et les semences génétiquement modifiées,
- les principes de l'agroécologie et les pratiques d'agricultures paysannes,
- la conservation des semences paysannes et des races animales dans le contexte de la souveraineté alimentaire et culturelle de nos pays et leur capacité de subvenir et d'orienter l'alimentation et l'agriculture dans le sens d'une protection de la nature en garantissant les moyens d'existence des communautés paysannes de notre planète.

Nos échanges ont permis d'ouvrir de nouvelles fenêtres sur les pratiques agricoles qui affirment la vie et la préservation des semences et des races animales, et sur les luttes pour la souveraineté des communautés agraires pour leur alimentation et leurs semences. Ces échanges ont aussi confirmé notre conviction dans la force de nos systèmes de connaissances traditionnelles et d'échanges interculturels basés sur le respect.

À la lumière de ces arguments et exemples nous déclarons:

Soutenir l'utilisation des semences paysannes pour la souveraineté alimentaire

Nous lançons un appel à tous nos gouvernements et particulièrement en Afrique de l'Ouest pour appuyer activement tous les efforts nationaux et régionaux de sauvegarde et récupération du riche patrimoine des semences traditionnelles de la région. La région est en train de réaliser une transition du concept de sécurité alimentaire au concept de souveraineté alimentaire à travers un processus d'autosuffisance de l'alimentation locale. Ceci est critique pour la survie des communautés dans la dignité et l'estime de soi.

Nous demandons à nos gouvernements de valider ces principes et d'incorporer dans leurs constitutions nationales et dans les Politiques Agricoles Communes, le concept de souveraineté alimentaire et pour poursuivre vigoureusement la mise en oeuvre de celle-ci dans leurs initiatives régionales et nationales.

Nous affirmons notre conviction que les semences paysannes combinées avec les systèmes agraires basés sur une riche biodiversité cultivée, des principes agroécologiques et des marchés de proximité peuvent nourrir avec succès et durablement nos populations.

Faire obstacle à la privatisation des semences et à la biopiraterie

Nous croyons aussi fermement que la privatisation des semences à travers la recherche, les droits de propriétés intellectuelles et les brevets, est fondamentalement opposée à la souveraineté alimentaire. Pour cela, nos gouvernements doivent faire tout ce qui leur est possible de faire pour arrêter la privatisation des semences. Nous avons entendu des exemples des pièges posés par les arguments, tels que l'accès et le partage des bénéfices, qui conduisent à pactiser avec les entreprises et évincent nos droits souverains sur nos bioressources.

Durant cet atelier, nous avons écouté un certain nombre d'exemples de destruction causée par des semences génétiquement modifiées en Asie et en Amérique Latine, aussi bien qu'en Afrique du Sud et en Europe. Nous avons aussi entendu des exemples de biopiraterie pillant le patrimoine génétique de nos pays: nous sommes totalement convaincus que nous ne devons pas laisser cette pratique se poursuivre dans les territoires des pays de l'Afrique et donc, nous demandons fermement à nos gouvernements d'instaurer des mécanismes pour prévenir de telles pratiques dans cette région du monde.

Dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest, le plus grand danger que nous devons affronter est la privatisation des semences à travers l'UPOV et les accords de Bangui sur la propriété intellectuelle, qui soutiennent les droits des sélectionneurs au détriment des droits des agriculteurs à utiliser leur propre semence. Il en est de même avec d'autres accords de partenariat économique régionaux comme ceux de la CEDAO et du CILSS, qui suivent les obligations de l'OMC. Nous demandons que ces accords laissent la privatisation de l'agriculture et des semences en dehors de leurs objectifs, et protègent les paysans et les semences paysannes.

Interdire les OGM sur le sol d'Afrique

Un autre grand danger pour notre souveraineté alimentaire vient des tentatives agressives de l'industrie biotechnologique en Afrique et spécifiquement en Afrique de l'Ouest, soutenues par les gouvernements des pays du Nord et des institutions internationales. Dans ce contexte, nous sommes préoccupés notamment, par les multiples intrusions dans nos politiques nationales des organisations, comme l'USAID, le Programme Alimentaire Mondial, le Catholic Relief Service, sous couvert de l'aide alimentaire ou pour construire nos capacités de cadres nationaux de biosécurité. Nous sommes certains que de tels cadres de biosécurité qui ont été définis au Etats-Unis sont un piège pour faciliter la libre introduction des cultures génétiquement modifiées.

Les plus récents acteurs dans ce jeu, sont la Bill et Melinda Gates Foundation et le NEPAD. Nous sommes certains que ce sont des chevaux de Troie qui annonce le règne des OGM et de la grande industrie biotechnologique en Afrique. Ils n'ont aucune solution contre la faim et la pauvreté en Afrique. Les gouvernements africains doivent se réveiller sur ce danger et ne pas sacrifier la sécurité de leur peuple et de leur terre à cause des millions de dollars qui sont versés dans ces initiatives. Toutes ces initiatives ont pour objectif de préparer la voie pour la recherche pro-biotech de semences OGM qui ira contre les intérêts de nos populations. Nous demandons fermement à nos gouvernements de prendre en compte cette réalité et d'utiliser tous les moyens possibles, diplomatiques ou autres, pour bannir l'entrée des semences génétiquement modifiées du sol de l'Afrique .

Nos frères et soeurs du Mali, durant l'Espace Citoyen d'Interpellation Démocratique, un jury citoyen exemplaire qui a eu lieu a Sikasso en 2006, ont fermement affirmé leur opposition aux OGM et dit oui aux semences paysannes traditionnelles. Nous soutenons cet appel et demandons à nos gouvernements d'accorder à cet appel vibrant des paysannes et paysans maliens le respect qu'il mérite, et d'y répondre positivement à travers des actions concrètes et dans les législations nationales.

Favoriser les échanges entre paysans et les innovations paysannes

Nous encourageons vivement les nations de l'Afrique et notamment d'Afrique de l'Ouest de favoriser les échanges entre paysans de la région en finançant et en aidant les réseaux régionaux comme la ROPPA et COPAGEN et les organisations paysannes, comme la CNOP. Nous sommes persuadés que de tels échanges construiront un réseau d'idées et d'initiatives paysannes qui renforceront les communautés agricoles de la région.

Comme ce sont les mêmes mécanismes de destruction des agricultures paysannes par la privatisation des semences qui se réalisent sur tous les continents, les solutions de renforcement des initiatives de lutte et d'innovations sont apportées par l'échange d'expérience des communautés paysannes des 5 continents. Nous recommandons de favoriser régulièrement les rencontres internationales des communautés paysannes riches d'expérience sur le contrôle de leur semence et leur souveraineté alimentaire.

La recherche décidée et conduite par les agriculteurs dans leurs villages et la sélection participative dans ce contexte sont des initiatives qui sont fortement recommandées aux gouvernements d'appuyer, ainsi qu'aux organisations paysannes et aux organisations de la société civile. Ceci a le potentiel de renforcer l'adaptation de notre agriculture sans endommager notre environnement et nos moyens de survie.

Nous demandons à toutes les agences nationales et internationales de financement de soutenir de pareils efforts au niveau des paysans et de la société civile.

Fait à Bamako, le mercredi 21 février 2007

Déclaration issue de l'Atelier d'échanges paysans sur la privatisation de la semence
CNOP/BEDE/IIED, Processus préparatoire au Forum International sur la Souveraineté
Alimentaire de Nyéléni, Mali